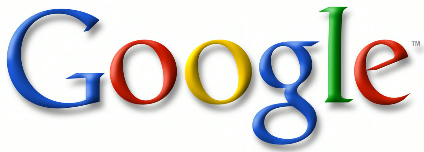



STANFORD UNIVERSITY
LIBRARIES



3



J C Brenner
by Col Church

3

LETTRE POLITIQUE

SUR LES AFFAIRES

DU RIO DE LA PLATA,

À SON EXCELLENCE

LE VICOMTE PALMERSTON,

MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE S. M. B.

PAR

LE BARON DE MASCAREÑAS.

LONDRES, SEPTEMBRE, 1851.

À SON EXCELLENCE
LE VICOMTE PALMERSTON,

MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE S. M. B.

MILORD,

AU sortir de l'audience que vous avez daigné m'accorder, je crois remplir un devoir de conscience, en fixant les points principaux sur les quels votre religion me paroit être peu ou mal éclairée, dans les affaires et au sujet des intérets divers qui s'agitent depuis si longtemps au Rio de la Plata.

Fort des convictions qui m'animent et persuadé que vous croirez à leur sincérité, je n'hésite point, Milord, à aborder franchement les questions sur les quelles vous avez paru désirer être éclairé. Je crois pouvoir les résumer de la manière suivante.

1°. Montevideo n'est il pas la proie d'une poignée d'étrangers ?

2°. Son Gouvernement n'est-il pas anarchique ?

3°. Quel bien a pu faire ce gouvernement depuis qu'il résiste à Rosas ?

4°. Rosas n'est-il pas un homme d'ordre, et, dans ce cas. pourquoi le renverser ?

Tels sont, Milord, si je ne me trompe, les divers sujets de scrupule qui naissent dans votre pensée, au sujet des affaires du Rio de la Plata.

Rien n'étoit plus adroit que de présenter aux cabinets de l'Europe les grands principes de l'ordre et de l'autorité, comme étant pratiqués à Buenos Ayres, tandis qu'on représentoit Montevideo, comme un foyer d'anarchie politique et de désordre moral, administratif et commercial. Ce rôle a été soutenu par le Gouverneur de Buenos Ayres, devant les gouvernements de l'Europe, avec un succès qu'explique sans peine l'éloignement des scènes dont le Rio de la Plata est le théatre depuis longues années.

Pour détruire l'inexactitude de cette appréciation et

faire apparoitre la verité dans tout son jour, il ne faut qu'une seule chose, c'est le désir sincère d'être instruit. Ce désir étant le vôtre, Milord, ma tâche sera facile ; aussi vais—je aborder de front les diverses questions que je viens de poser, avec l'assurance que les développements qu'elles auront provoqué porterout dans votre esprit, Milord, le sentiment complet de la vérité.

Tel est le succes au quel j'aspire et que j'espère fermement obtenir, car je compte sur les effets de la vérité.

Ces effets sont d'autant plus puissant sur les hommes d'état, qu'ils les éprouvent plus rarement.

1°. Montevideo n'est pas la proie d'une poignée d'étranger.

Les étrangers qui résident dans Montevideo se divisent en deux catégories : l'une armée, l'autre non armée. Dire que Montevideo est la proie des etrangers armés qu'on appelle des *aventuriers,* c'est oublier volontairement deux choses : 1°. Les misères tres grandes qu'y endurent les étrangers armés. 2°. La nullité des avantages qu'ils peuvent espérer d'un gouvernement privé de ressources, dans un pays ruiné pour de longues années. Il est donc certain que Montevideo ne sauroit être *la proie* des étrangers armés, par la raison que des aventuriers ne se soumettroient pas, pendant neuf années, à toute sorte de souffrances en conservant une conduite qu'on peut, sans crainte, appeler irréprochable.

Quant aux residents qui n'ont pas pris les armes, et qu'on a osé accuser aussi d'exploiter ce malheureux pays, il suffit de connoitre le chiffre considérable des sommes qu'ils ont perdues, soit par les ravages de la guerre, soit par les secours qu'ils ont volontairement offerts au Gouvernement de Montevideo, pour comprendre que ce malheureux pays ne peut point etre *leur proie.* Afin de se convaincre de cette vérité, il n'y a qu'à compulser les nombreux documents envoyés au Foreign office depuis neuf années. On y verra que le commerce Anglais a été encouragé par l'agent de la grande Bretagne, à adopter la ligne de conduite qu'il a suivie depuis le mois de decembre 1842, avec une constance digne de meilleur sort. Dès cette époque, en effet, les paroles et

les *écrits* de Monsieur Mendeville ont porté les commerçants Anglais à adopter, ou peut presque dire *unanimement,* la voie qu'ils ont suivie jusqu'à ce jour.

On ne sauroit se dissimuler que cette conduite des commerçants Anglais implicitement encouragée par le Ministre de S. M. a contribué beaucoup à l'armement de la population étrangère ; de telle sorte qu'on pourroit avancer sans exagération, que la politique du Gouvernement de S. M. a, pour ainsi dire, donné le signal et indiqué la marche à suivre ! . . . .

Du reste, ce concert parfait de la population étrangère qui apris les armes, avec les intérêts du commerce Anglais, prouve une vérité *de fait,* c'est que l'ennemi commun que tous les intérêts étrangers ont voulu combattre étoit aussi redoutable pour la prospérité du commerce Anglais que pour la sécurité des étrangers qui ont pris les armes.

Aussi, à l'exemple de tous les *intérêts généraux,* mis aux prises avec *l'intérêt privé* du Gouverneur de Buenos Ayres, le commerce de la grande Bretagne a lutté, avec les ressources qui lui sont inhérentes, pour la défense des privilègès ou des avantages qu'il trouvoit dans Montevideo. Or, rien ne prouve d'avantage l'importance qu'il y attachoit, comme la pérséverance dont il a fait preuve, pendant ces neuf années remplies de calamités !

2°. Le Gouvernement de Montevideo n'est pas anarchique.

La preuve de cette assertion est dans le seul fait de la permanence du Président Suares, foible vieillard qui puise sa seule force dans le respect que le peuple de Montevideo professe pour son caractère honorable, et surtout dans son respect pour le *principe d'autorité* qui est inné dans cette population, *en cela tres distincte de celle de Buenos Ayres.* Aussi, tandis que le Gouverneur de Buenos Ayres n'a pu maintenir son autorité que par un système de brigandage organisé qui est fondé sur la délation, la confiscation et le meurtre, le President de Montevideo, sans force d'aucune sorte, a été maintenu au pouvoir par le seul désir de ses administrés, aux quels il ne peut cependant faire aucun bien, puisqu' il ne possède aucun moyen de le pratiquer. Mais l'honorabilité du caractère

du Président Suarez, et, en outre, l'amour des Montevidéens pour l'obeissance à l'autorité, leur ont permis de résister, sans ressource aucune, à toutes les forces du gouvernement Argentin. L'exemple de ce qui sepasse dans Montevideo, ne pourroit se retrouver dans aucune histoire d'aucun peuple ancien ni moderne.

Il est certain que ces bonnes conditions ont été secondées par la résolution spontanée de toute une population bien décidée à défendre ses penates. C'est alors qu'on a vu paroitre un de ces hommes doués d'une énergie surnaturelle et capables de surmonter toutes les difficultés par la vigueur de la volouté. Cet homme est le Général Pacheco à qui personne parmi ses amis ou ses ennemis ne refuse le mérite d'avoir donné à la défense de Montevideo ce caractère de fermeté indomptab'e qu'elle a conserve jusqu'à ce jour. De tels hommes et de semblables évenements ne doivent point être jugés parles contemporains ; l'histoire seule pourra juger de tels hommes et de tels actes.

Mais, dans les événements inouis qui se sont passés dans Montevideo, l'histoire ne donnera point à un seul homme toute la gloire ni tout le mérite ; chacun des défenseurs de Montevideo y trouvera son lot, parceque chacun y a occupé dignement son poste et il n'y en avoit aucun qui ne fut point périlleux.

Dans les rudes leçons de cette école extraordinaire, s'est formée aux affaires publiques, une génération de jeunes hommes politiques dont le mérite et les rares qualités apparoîtront plus tard.

Vous ne regretterez point, Milord, de connoitre le nom de ceux d'entre ces jeunes nourrissons de la diplomatie, de la guerre ou de l'administration qui seront appelés, par la force des choses, à figurer plus tard dans les affaires de leur patrie. Si je ne cite que des noms choisis entre les défenseurs de Montevideo, c'est que là a dû se développer le plus de qualités dans toutes les branches de l'administration, parceque là, au milieu de toutes les difficultés et de toutes les privations étoit le plus grand péril.

Parmi les jeunes hommes qui résument, par rapport

à l'Europe, la valeur qu'on attribuera plus tard aux défenseurs de Montevideo, et au niveau des anciens qui ont dominé cette terrible époque, par leur sagesse dans les conseils, apparoissent en première ligne Don Manuel Herrera y Obes, cousin du Général Melchor Pacheco y Obes. M. Herrera qui occupe avec une haute distinction le ministère des affaires etrangères dans Montevideo, est un homme d'un grand savoir, d'une sagesse et d'une prudence consommées.

Puis vient Don Andres Lamas, légiste philosophe qui a fait preuve d'une grande habileté diplomatique dans la difficile mission qui lui étoit échue, de prêcher en faveur du foible pauvre et opprimé, contre le fort riche et oppresseur. Ce jeune diplomate a su gagner l'estime du Gouvernement de S. M. Empereur du Bresil près de qui il est accredité.

Après ces hommes jeunes encore et d'élite, parmi les hommes publics qui se sont formés dans cette rude lice de Montevideo il faudroit citer un grand nombre de noms à la téte des quels seroit le Colonel Battle actuel Ministre de la Guerre. Mais son nom joint à ceux déjà cités, en qualité de soutiens du vénérable Président Suares, résume tous les éloges qu'on pourroit donner au patriotisme et à la probité de tous les defenseurs de Montevideo.

On dira cependant que la force militaire a changé de mains, plusieurs fois dans l'espace de neuf années de siège, et cela n'étonnera personne, car on se demande ce qui arriverait dans une ville d'Europe qui seroit assiégée durant neuf années! Mais ce qui doit étonner tous ceux qui ne connoissent pas le caractère particulier des Montevideens, c'est de voir un vieillard sans autre pouvoir que la dignité de son caractère personnel, conserver, dans ses foibles mains, l'autorité que pas un homme n'oseroit lui disputer, tant il est respectable et respecté, ce vieillard vénérable.

Ce fait, Milord, est digne de votre attention.

Montevideo, pour avoir un gouvernement profitable à son pays et avantageux aux intérêts commerciaux du monde, n'a besoin que d'une chose, c'est de se voir délivré de la force brutale qui menace ses institutions et sa nationalité. Il ne demande que le libre exercice de ses droits fondes sur les traités.

Ce résultat, Milord, est en vos mains, et vous ne sauriez douter qu'en affranchissant le commerce, dans les eaux de la Plata, on créeroit dans ces belles contrées, des biens incalculables pour les intérêts de la Grande Bretagne.

3°. Le Gouvernement de Montevideo a fait un grand bien en résistant à Rosas :

1°. Il a prouvé, qu'un petit etat bien organisé, peut résister, par la seule force morale de ses institutions, a la force materielle et immorale d'un despotisme brutal.

2°. Il a donné l'exemple du respect pour l'ordre, pour les personnes et pour la propriété des étrangers, au milieu des circonstances les plus extraordinaires où se soit jamais trouvé, aucun pays depuis le siege de Troie. Cet exemple si précieux, dans l'Amérique du Sud, étoit d'autant plus honorable que Montevideo avoit à combattre un ennemi qui tiroit toute sa force et les moyens d'attaque, de son mépris pour les droits de ces mêmes étrangers qu'il fouloit aux pieds.

3°. Enfin au milieu de ces incroyables circonstances et sans autres ressources que le dévoûment de ses nationaux et des étrangers qui ont voulu s'associer à ce dévouement, le Gouvernement de Montevideo a improvisé des hopitaux pour les malades des deux-mille familles qui se réfugièrent dans la ville, en fuyant devant l'armée d' invasion ; il a formé des écolès gratuites pour 400 enfants appartenants à ces familles ; il a établi des hospices militaires pour les blessés qui défendoient leur pays, &c. &c. &c. Ces faits sont acquis à l'histoire, et ils parlent trop haut en faveur d'un peuple malheureux, pour avoir besoin de commentaire.

Voilà, Milord, le bien qu'a pu faire le Gouvernement de Montevideo depuis qu'il lutte contre l'injuste agression de Buenos Ayres.

Pour completer la defense de Montevideo et faire ressortir la moralite qu'elle renferme, il seroit nécessaire de faire le tableau complet des actes du Gouvernement de Buenos Ayres ; mais l'histoire en seroit trop longue et de plus on auroit peine à croire toutes les enormités qu'elle renferme. Il faut seulement tracer une légère esquisse des faits et gestes du Gouverneur de Buenos

Ayres, en répondant à la dernière question que j'ai posé en commençant ce mémoire.

4°. Rosas n'est il pas un homme d'ordre et, dans ce cas, pourquoi le renverser?

A cette proposition, je réponds sans hésiter: Rosas est la représentation la plus terrible du désordre moral et administratif, sous les dehors fallacieux de la moralité administrative.

L'ordre dont Rosas fait jouir Buenos Ayres depuis vingt années est de la meme nature que l'ordre de Varsovie, c'est à dire la tranquillité des tombeaux . . . . . L'ordre de Rosas a pour base la délation, dont l'espionnage pénètre *même dans le sanctuaire de la famille*; il a pour aides la confiscation et la proscription ou la mort.

Il ne faut pas, dans un sujet sigrave, sejeter dans la déclamation; il faut dire des *faits*.

Qu'a fait Rosas?

Que restera-t-il de lui?

Voilà les deux questions dont la solution renferme le seul jugement vrai qu'on puisse porter sur un homme public. La réponse est simple: Buenos Ayres possédoit des hopitaux dotés par l'Etat—Rosas leur a retiré la dotation, sous prétexte du blocus Français, mais depuis lors les hopitaux n'ont plus été secourus; ils sont à l'état d'inanition, ou bien fermés.

Il existoit un tour pour les enfans trouvés—Rosas l'a supprimé. Il y avoit une institution gratuite d' éducation pour les jeunes filles; elle étoit soutenue par les dames de la ville—Rosas la détruite. Il y avoit une académie et des colleges soumis à des regles fixes. Tout est *régenté* aujourd'hui par un système de décrets émanés de Rosas, le grand maitre de toutes choses, et un exemple curieux de ce système est le suivant. L'histoire de l'Amerique consiste pour la jeunesse élevée par Rosas, dans l' étude d'une simple liste des faits chronologiques, depuis l'époque de la conquéte; mais depuis l'avénement de Rosas au pouvoir, commence la seule histoire qui soit enseignée aux argentins d' aujourd'hui, c'est à dire que la patrie Argentine a pour toute histoire une biographie de Rosas dictée par lui même!

Voila ce que Rosas a fait, ou plutôt ce qu'il a détruit dans la partie morale de son administration. Quant a la partie reglementaire, cette administration, cache, sous des formes régulières en apparence, la plus hideuse dépravation.

Ainsi le cérémonial inventé par Rosas, est d'une grande rigidité, quant à la hierarchie ; Il a publié, à ce sujet, un des décrèts les plus compliqués de son administration, mais ou a vu, depuis vingt ans, les rangs supérieurs de cette hierarchie s'eclaircir, à mesure que ceux qui les occupoient s'approchoient trop du soleil . . . . . c'est ce qui est arrivé surtout parmi, les grands dignitaires de la *mazorca*.

Enfin la régularité qui apparoit dans les comptes de la *contaduria* qui donnent tous les mois l'état des finances du pays, est le leurre le plus insigne qu'on puisse imaginer, en tant que vérité des sommes appliqués à tel ou tel emploi. Seulement sa lecture fait frémir quelque fois, en-voyant écrit, dans les comptes *de l'etat* ces mots qui ne sont que trop vrais !

"Au Colonel Don Ramon Rodriguez, 800 piastres pour remettre au juge de paix de la quatrième section de Monsalvo, *afin de payer* les trois individus qui ont *coupé la tête* au malfaiteur José Ignacio Frias." (Gaceta mercantil du 27 Fevrier, 1840.)

Où est la sentence légale qui a condamné cet homme puis qu'il est un malfaiteur ? Hélas ! depuis vingt ans, ou cherche envain des juges dans Buenos Ayres ; on n'y rencontre qu'un Bourreau !

Je ne me permettrai pas, Milord, de m'étendre davantage sur l'état moral de Buenos Ayres ; j'en ai dit assez pour faire comprendre qu'un pays dans le quel le respect de la propriété est méconnu et dans le quel la vie des citoyens est à la merci d'un seul homme, ne peut donner satisfaction aux intérêts moraux et materiels de l'Europe civilisée. Aussi j'ose affirmer que tant que durera à Buenos Ayres, ce gouvernement exceptionnel qui puise sa force interieure dans l'immoralité civique, et au dehors dans la déprédation et la ruine de ces voisins, jamais les intérêts du commerce étranger ne pourront prospérer dans ce pays.

C'est envain qu'on parleroit du bon vouloir de Rosas au sujet de l'emprunt Anglais.

Rosas a feint de vouloir payer les intérêts de cette dette en 1844, lorsqu'il a crû pouvoir détourner l'intervention Anglaise dont il étoit menacé. Le décrêt favorable à la creance Anglaise fut publié avant l'intervention et retiré immediatement après.

Depuis lors Rosas a promis de payer dès que finiroit l'intervention.

L'intervention finie, il a exigé de l'Angleterre qu'elle intervint près de la France, près du Brésil, près d'Urquizá, près du Paráguay, et si l'Angleterre pouvoit donner à Rosas gain de cause partout où sa cause se perd, en raison de l'horreur qu'elle inspire, il est permis de croire que Rosas entameroit une querelle avec le Céleste Empire, et demanderoit encore l'appui de l'Angleterre, plutôt que de payer religieusement les intérêts de sa dette . . . .

Milord, nul gouvernement dont la force repose sur l'immoralité administrative et politique, ne saurait être juste envers les étrangers.

Cette vérité constante dans l'histoire, me porte à dire que les justes exigeances des Bondholders ne seront satisfaites par rapport à l'emprunt de Buenos Ayres, comme elles l'ont été au Chili et au Pérou, que lors qu'un gouvernement honnête et régulier aura succedé à la dictature irresponsable et *sans but avoué* qui opprime les provinces Argentines.

Vingt années de patience de la part de l'Angleterre et d'horribles souffrances pour ces malheureuses populations sont la preuve évidente de la vérité des convictions que je me permets d'émettre.

A l'appui de mon opinion, je citerai les paroles si frappantes d'un des hommes publics de la *nouvelle génération* appartenant au Rio de la Plata :

" Les bras et les capitaux apportés par l'émigration " et le commerce, exigent, comme condition vitale pour " leur prospérité, un état de paix assuré, la sécurité de " la personne et l'inviolabilité de la propriété, enfin une " légitime liberté de travail et d'industrie. Telles sont " les conditions essentielles sans les quelles bras et

" capitaux restent paralysés, et qu'ils ont le droit de " *réclamer impérieusement.*

" Nous le reconnoissons et le proclamons sans em- " barras aucun :

" C'est là le droit de l'Europe."

Notice sur le République Orientale de l'Uruguay, page 45. Par Don Andres Lamas, Ministre Plenipotentiaire, près S. M. L'Empereur du Brésil.

Telles sont, Milord, les maximes proclamées par les adversaires politiques du Gouvernement Argentin.

Je laisse à votre haute sagesse le soin d'apprécier la valeur de ces maximes, en les comparant aux actes qui ont rempli, la vie publique du Général Rosas.

Milord, je crois avoir accompli la tâche que je me suis imposée, en cherchant à éclairer votre conscience politique sur les véritables intérêts du commerce en général dans le Rio de la Plata et en particulier sur ce que réclament tous les intérêts de la Grande Bretagne.

Le commerce Anglais est tellement superieur à celui de chacune des grandes nations du Globe, que tout ce qui sera fait en faveur du commerce en gènéral, rejaillira principalement sur l'intérêt commercial de la Grande Brétagne.

L'ouverture du céleste empire au commerce du monde entier est un fleuron brillant de la gloire Britannique, mais, Milord, j'ose dire que l'ouverture de la merveilleuse canalisation naturelle qui sillonne l'intérieur de l'Amerique de Sud, depuis l'embouchure des Amazônes jusqu'au Rio de la Plata, formera le complément des grandes choses que l'Angleterre du 19e siècle est appelée, à léguer aux siècles àvenir.

Vous daignerez, Milord, excuser la hardiesse qui me porte à vous présenter ce mémoire trop long, quoique incomplet, des idées que fait naitre chez tout homme penseur l'état actuel de l'Europe et celui de l'Amérique.

La navigation avoit donné un monde nouveau au monde ancien ; la vapeur les a rapprochés l'unde l'autre. Il est impossible que la loi du progrés n'opére sur les deux hémisphères des bienfaits analogues.

S'il en étoit autrement, les deux mondes dépériroient

simultanément, par l'effet destructeur de deux barbaries opposées : l'ancien monde, faute de terre pour ses populations entassés ; le nouveau monde, au moins dans sa partie sud, par le défaut de population, sur ses terres désertes.

Cette double destruction ne peut avoir lieu, parce qu'elle est contraire aux lois de la création, et il appartient à la civilisation de pourvoir aux moyens qui devront amener l'équilibre necessaire entre les peuples et la terre qu'ils occupent.

Le peuple le plus civilisateur sera donc, incontestablement, celui qui aura le plus contribué à établir cet équilibre que réclame la civilisation dans les deux hemisphères.

A ce titre l'Angleterre est appelée à aider puissamment, si non à diriger le mouvement qui doit s'étendre de plus en plus entre l'Europe et l'Amerique.

Quant au moyen qui doit hâter le plus ce mouvement bienfaiteur dans les deux hémisphères, je juge inutile d'en occuper votre attention, Milord, attendu qu'ila été suffisamment indiqué dans l'entrevue dont vous avez daigné m' honorer.

En attendant qu'une occasion nouvelle s'offre à moi de vous présenter mes hommages respectueux.

J'ai l'honneur d'être

Milord,

Votre tres humble et obéissant serviteur,

LE BARON DE MASCAREÑAS.

16.3

P



